



**HAL**  
open science

# De la campagne syrienne aux villes jordaniennes. Un réseau marchand transfrontalier à l'épreuve du conflit syrien

David Lagarde, Kamel Dorai

► **To cite this version:**

David Lagarde, Kamel Dorai. De la campagne syrienne aux villes jordaniennes. Un réseau marchand transfrontalier à l'épreuve du conflit syrien. Espace Populations Sociétés, 2017, Mobilités, migrations internationales et réseaux sociaux : approches inter- et transnationales, 2, 10.4000/eps.7212 . halshs-01654034

**HAL Id: halshs-01654034**

**<https://shs.hal.science/halshs-01654034v1>**

Submitted on 2 Dec 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## Espace populations sociétés

Space populations societies

2017-2 | 2017

Mobilités, migrations internationales et réseaux sociaux : approches inter- et transnationales

---

# De la campagne syrienne aux villes jordaniennes. Un réseau marchand transfrontalier à l'épreuve du conflit syrien

*From the Syrian Countryside to Jordanian Cities. Cross-Border Merchant  
Network Challenged by Syrian Conflict*

David Lagarde et Kamel Dorai

---



Éditeur

Université des Sciences et Technologies de  
Lille

### Édition électronique

URL : <http://eps.revues.org/7212>

DOI : 10.4000/eps.7212

ISSN : 2104-3752

### Référence électronique

David Lagarde et Kamel Dorai, « De la campagne syrienne aux villes jordaniennes. Un réseau marchand transfrontalier à l'épreuve du conflit syrien », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2017-2 | 2017, mis en ligne le 30 novembre 2017, consulté le 02 décembre 2017. URL : <http://eps.revues.org/7212> ; DOI : 10.4000/eps.7212

---

Ce document a été généré automatiquement le 2 décembre 2017.



Espace Populations Sociétés est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# De la campagne syrienne aux villes jordaniennes. Un réseau marchand transfrontalier à l'épreuve du conflit syrien

*From the Syrian Countryside to Jordanian Cities. Cross-Border Merchant Network Challenged by Syrian Conflict*

David Lagarde et Kamel Dorai

---

## Introduction

- 1 Le Moyen-Orient est une région marquée par une ancienne et importante mobilité humaine, liée à l'existence de disparités économiques, de réseaux familiaux transfrontaliers et de conflits à répétition [Chatty, 2010]. Six ans après le début du soulèvement contre le régime de Bachar Al Assad, initié dans la ville de Deraa au mois de mars 2011, plus de cinq millions de Syriens ont été contraints de quitter leur pays pour trouver refuge à l'étranger, principalement dans les pays voisins. Les mouvements de réfugiés entre la Syrie et les autres États de la région ne peuvent donc aujourd'hui être compris qu'en prenant en considération l'existence de circulations transfrontalières anciennes et la présence de Syriens établis dans les pays limitrophes avant même le début du conflit.
- 2 Depuis les années 1990, la Jordanie est un espace de transit et d'installation pour de nombreux migrants et réfugiés, bien au-delà des seuls Palestiniens [De Bel-Air, 2015]. Après l'arrivée des Irakiens dans les années 1990, puis au début des années 2000 [Chatelard, 2005], ce pays doit une nouvelle fois composer avec l'arrivée d'une importante population de réfugiés. En avril 2016, plus de 650 000 Syriens étaient enregistrés auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)<sup>1</sup> en Jordanie. Plusieurs

auteurs ont déjà souligné l'influence des réseaux relationnels – composés de liens familiaux, tribaux, commerciaux, etc. – sur les dynamiques de polarisation des flux et d'installation de cette population dans les villes et les villages du nord du pays [Roussel, 2015 ; Ababsa, 2015 ; Jaber, 2017]. Toutefois, cette tendance a principalement été observée pendant les premiers temps de l'exode, jusqu'à ce que le gouvernement jordanien mette un terme à sa politique dite de porte ouverte, au cours de l'année 2013.

- 3 Les recherches sur les réseaux des migrants sont un domaine d'intérêt ancien [Fawcett, 1989 ; Kritz et Zlotnik, 1992 ; Massey *et al.*, 1993], dont l'essentiel des publications se concentre sur le rôle de ces structures relationnelles dans la prise de décision migratoire et le processus d'intégration dans les sociétés d'accueil [Boyd, 1989 ; Koser, 1997 ; Portes, 1999 ; Collyer, 2005 ; Muanamoha *et al.*, 2010]. Comme cela a déjà été mis en évidence pour les Irakiens en Jordanie [Chatelard, 2005] et d'autres populations de migrants en Europe [Koslowski, 2000 ; Al-Ali *et al.*, 2001 ; Koser, 2007 ; Clochard, 2010 ; Collyer et King, 2015] ou en Amérique du Nord [COLEF, 2013], nous avons observé que la fermeture progressive des frontières jordaniennes avait des conséquences sur la structuration des mobilités des réfugiés syriens, ainsi que sur leur possibilité « de mobiliser le capital social inhérent à leurs réseaux relationnels » [Collyer, 2005] <sup>2</sup>. Afin d'illustrer cette tendance, nous analyserons les itinéraires migratoires [Benezzer et Zetter, 2015] empruntés par les Syriens, depuis le début du soulèvement, pour se rendre en Jordanie. En nous intéressant aux acteurs qui créent « des continuités et des connexions à priori improbables entre des réseaux de lieux et des réseaux de personnes » [Tastevin et Pliez, 2015], nous chercherons à montrer l'évolution des mécanismes relationnels qui permettent aux réfugiés de circuler au sein d'un espace transfrontalier désormais soumis à un régime de mobilités coercitif. Il s'agira notamment d'identifier les « liens sociaux en train de se faire et ceci, non pas pour analyser les liens eux-mêmes, mais plutôt les points qu'ils relient ou qui sont à relier, en les traçant dans un cadre géographique multisitué » [Tastevin et Pliez, *op. cit.*].
- 4 En s'intéressant à un réseau marchand transfrontalier, reliant depuis l'époque ottomane le village de Deir Mqaren, en Syrie, au nord du territoire jordanien, cette étude de cas<sup>3</sup> vise également à mettre en évidence le « continuum » [Richmond, 1994] qui existe entre les flux actuels de réfugiés et les mobilités antérieures au conflit [Gehrig et Monsutti, 2003]. Cela permettra notamment de contribuer au débat sur la distinction communément établie entre migration volontaire et migration forcée [Richmond, 1994 ; Shami, 1996 ; Long, 2013]. En ce sens, cet article s'inscrit dans le cadre de la réflexion développée par E. Ma Mung sur l'autonomie dans les migrations. « Plutôt que de parler de déterminations, extérieures ou intérieures, on peut désigner la situation, l'environnement dans lesquels se réalisent les migrations comme les conditions extérieures et l'examen, le calcul, l'évaluation de ces conditions auxquels procèdent l'individu ou le collectif comme les dispositions intérieures » [Ma Mung, 2009]. Nous analysons ici, à travers les différents itinéraires, le rôle des savoir-faire acquis par les migrants dans le contexte évolutif du conflit syrien et de ses conséquences politiques et économiques en Jordanie.
- 5 Cet article est donc basé sur les informations collectées dans le cadre d'entretiens semi-directifs - menés en 2014 et 2015 en Jordanie à Amman, Irbid, Zarqa et Ajlun, ainsi qu'en 2016 à Dortmund en Allemagne - auprès de 24 personnes originaires du village de Deir Mqaren<sup>4</sup>. En suivant les « pistes relationnelles » [Semin, 2010] de cette communauté villageoise, nous avons décidé de faire des réseaux sociaux un terrain de recherche à part

entière, permettant ainsi de mieux souligner le caractère dynamique et multidirectionnel des flux au départ de cette localité.

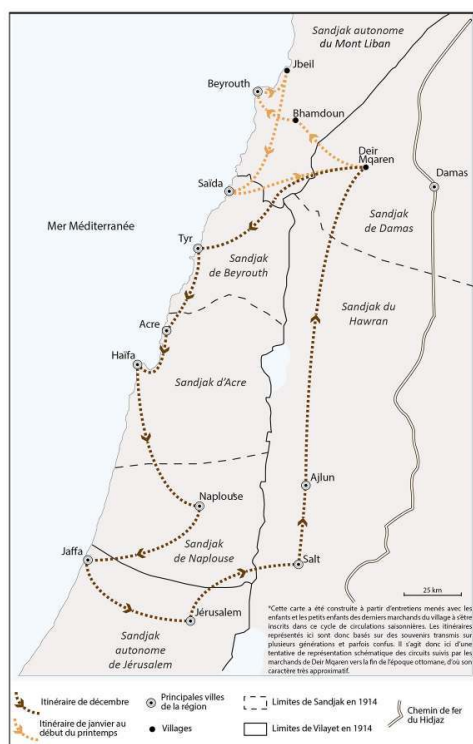
## 1. Migrations transfrontalières et dynamiques d'installation au début du conflit

- 6 Au Moyen-Orient, la diversité des mobilités transfrontalières et leur ancrage dans la durée imposent une grille de lecture des mouvements de réfugiés qui dépasse le seul temps de la crise (ici le conflit débuté en 2011). Elles doivent en effet se lire dans le prolongement de réseaux transnationaux préexistants (ici un réseau marchand transfrontalier). Ce faisant, il s'agira de retracer la généalogie des migrations syriennes au départ de Deir Mqaren<sup>5</sup>.

### Itinéraires et rythmes saisonniers de la circulation marchande de la fin du XIX<sup>e</sup> au milieu du XX<sup>e</sup> siècle

- 7 Deir Mqaren est un village des montagnes de l'Anti-Liban, situé dans la région du Wadi Barada, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Damas. Cette bourgade, qui comptait environ 5 000 habitants<sup>6</sup> en 2011, est traversée par le Barada, un cour d'eau prenant sa source à une dizaine de kilomètres en amont, près de la frontière libanaise. La situation géographique de ce village, situé dans une vallée fertile à proximité de l'axe de circulation reliant Damas et Beyrouth, influence depuis des décennies les pratiques et les mobilités de sa population. A l'époque ottomane et jusqu'à la fin de la période du mandat français<sup>7</sup>, les habitants de Deir Mqaren vivaient de la culture de leurs terres, situées le long du Barada et sur le plateau surplombant le village. Au printemps et durant l'été, ils se rendaient à Damas pour vendre leurs fruits et légumes. Une partie de leurs récoltes était également mise à sécher, en vue de la revendre durant l'hiver dans les *Sandjaks*<sup>8</sup> voisins du Mont Liban, de Beyrouth, d'Acre, de Naplouse, de Jérusalem et du Hauran (figure.1). Chaque année, de décembre à avril, les hommes du village circulaient à dos d'âne à travers la région, afin d'écouler leur production, puis revenaient à Deir Mqaren pour recommencer à cultiver leurs champs. Ces pratiques marchandes, qui se sont transmises sur plusieurs générations, ont ensuite permis « l'autonomisation du groupe » [Missaoui, 2008] face aux régimes centralisateurs et autoritaires qui se sont succédés à la tête de la Syrie depuis les années 1960.

Figure 1 : Itinéraires saisonniers des marchands de Deir Mqaren à l'époque ottomane\*



Conception et réalisation : D. Lagarde, avril 2017

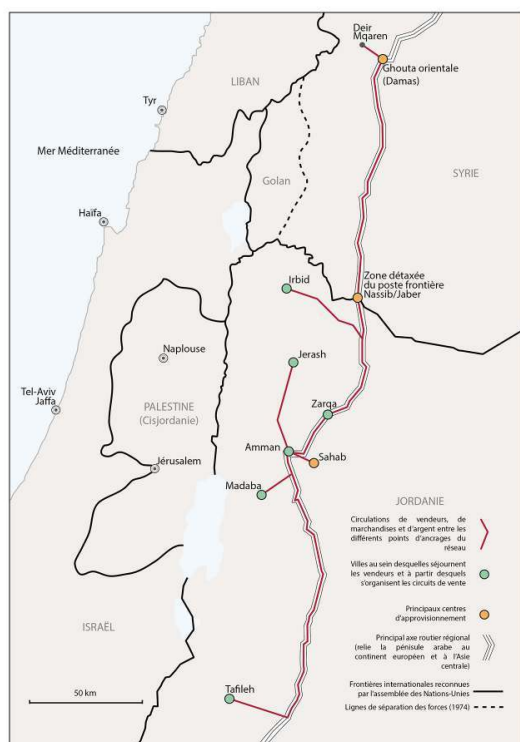
Sources : Bourmaud & Kohlmayer-Ali, 2012 ; entretiens en Jordanie (2014 & 2015) ; Open Street Map

## Expropriation des terres et mobilités transfrontalières

- 8 La décennie 1970 fut marquée par une perte considérable de sols cultivables pour les agriculteurs de Deir Mqaren. Au nom de sa lutte contre Israël, le régime d'Hafez al Assad a pris la décision d'exproprier plusieurs hectares de terres situées sur le plateau surplombant le village, afin de les transformer en terrains militaires. Parallèlement, la croissance urbaine effrénée de l'agglomération damascène s'est traduite par une augmentation considérable des besoins en eau de la capitale, avec de fortes conséquences sur le débit du Barada [Bianquis, 1977 ; Balanche, 2006]. Cette période a constitué un tournant décisif pour le secteur agricole de la vallée. Faute de terres et de ressources en eau suffisantes, la majorité des petits producteurs locaux n'a plus été en mesure de continuer à vivre de l'agriculture. Au milieu des années 1980, face au manque d'opportunités d'emplois dans les environs, une poignée d'hommes du village s'est reconvertie dans le secteur de la vente informelle de produits issus de l'agro-industrie. Privées de leurs moyens de production, ces personnes ont décidé de s'approvisionner auprès de grossistes damascènes en fruits séchés, fruits à coques et confiseries traditionnelles, pour les revendre ensuite en Jordanie et au Liban. En s'appuyant sur leurs savoir-faire et les circuits de vente empruntés depuis des décennies au départ de Deir Mqaren, ils ont réussi à tirer profit des « différences de prix transfrontalières » [Portes, 1999] pour accéder à des revenus inaccessibles localement.
- 9 Lors des enquêtes, nous avons focalisé notre attention sur la branche jordannienne de ce réseau marchand transfrontalier. D'après les nombreux récits de vie que nous avons

collectés auprès de nos interlocuteurs originaires de Deir Mqaren, nous pouvons affirmer qu'une intense circulation migratoire [Ma Mung *et al.*, 1998 ; Hily, 2009] s'est mise en place, au cours des années 1990, entre ce village et les principales villes du royaume de Jordanie (figure.2).

Figure 2 : Un réseau marchand ancré autour des principales villes de Jordanie et moteur de migrations circulaires (des années 1990 jusqu'au début du conflit en Syrie)



Conception et réalisation : D. Lagarde, mai 2016.

Sources : Entretiens en Jordanie (2014 & 2015) ; Open Street Map.

- 10 Comme l'ensemble des ressortissants syriens à l'époque, les colporteurs de Deir Mqaren étaient autorisés à entrer en Jordanie aussi souvent qu'ils le souhaitaient, à condition d'être munis d'un passeport en cours de validité et d'obtenir une autorisation de sortie du territoire délivrée aux postes frontières [Pitea, 2010]. Il est à noter qu'à l'époque cette activité n'est exercée que par des hommes, il s'agit donc d'une migration masculine, contrairement à la période post-2011 durant laquelle la migration deviendra familiale. En travaillant en Jordanie pour des périodes allant généralement de trois à six semaines, certains vendeurs réussissaient ensuite à passer jusqu'à quatre mois d'affilée auprès de leurs familles, grâce aux seuls revenus accumulés le temps d'un séjour dans le pays. Au cours des années 2000, face à l'augmentation constante du nombre d'individus prenant part à cette activité informelle<sup>9</sup>, certains marchands ont délaissé les hôtels au sein desquels ils séjournaient jusqu'alors, pour louer des appartements dans les différentes villes où ils se rendaient au cours de leurs voyages. La mise en place d'un système de rotation dans la quinzaine d'appartements dont ils disposaient leur permettait de se loger à moindre coût. D'après les estimations des enquêtés, ces migrations circulaires à destination du Liban et de la Jordanie concernaient entre 300 et 400 vendeurs avant le début du conflit. Mais, à partir de l'automne 2011, la militarisation des insurgés mène à une recrudescence des affrontements avec les forces loyalistes. L'augmentation des

violences dans le sud de la Syrie entraîna progressivement une « fragmentation du territoire » [Vignal, 2016], entravant la circulation des biens et des personnes. À cette période, les marchands de Deir Mqaren étaient essentiellement victimes du racket des militaires du régime et des profiteurs de guerre. Ces derniers exigeaient qu'ils leur cèdent une partie de leur marchandise, avant de les laisser franchir les barrages routiers dressés dans les environs de Deraa.

## Dynamiques d'installation des réfugiés de Deir Mqaren au début du conflit

- 11 Au cours de l'hiver 2011-2012, l'opposition syrienne s'empare d'un nombre croissant de localités. En réponse à ces pertes territoriales, le régime a tenté de mater l'insurrection en ayant recours à des méthodes de répressions sans cesse plus violentes. Dans un contexte aussi hostile, l'intensité des circulations entre Deir Mqaren et la Jordanie diminue considérablement au cours de cette période. Les vendeurs tirant moins de profits de la vente ambulante voient leurs économies se tarir rapidement<sup>10</sup>. Cette dégradation de la situation sécuritaire, et surtout économique, entraîne une première phase de départ vers la Jordanie. Quelques vendeurs, parfois accompagnés de leurs familles, quittent alors le village pour s'installer dans les villes où ils avaient auparavant l'habitude de se rendre de manière temporaire. Amman, Irbid et Zarqa constituent les principaux lieux de polarisation de ces flux migratoires.
- 12 Au cours de l'été 2012, le pays s'enlise toujours plus dans la crise. Les quartiers centraux de Damas et Alep, restés à l'écart du mouvement insurrectionnel, constituent à leur tour le théâtre de violents combats. L'économie syrienne est en berne et les licenciements se multiplient. La vente ambulante à l'étranger apparaît plus que jamais comme la seule option envisageable pour conserver un revenu. Des chaînes migratoires<sup>11</sup> se mettent en place entre le village et les différents pôles d'ancrage du réseau marchand. Les personnes ayant perdu leur emploi en Syrie ou, pour les plus jeunes, craignant à juste titre d'être enrôlées de force dans l'armée du régime, vont bénéficier du soutien de leurs proches partis au cours des mois précédents, pour s'installer en Jordanie, comme ce fut le cas pour Mahmoud<sup>12</sup>.
- « J'ai commencé à travailler comme gérant de supermarché à Sayda Zaynab<sup>13</sup> en 2005. Jusqu'à ce que je perde mon travail, j'ai toujours vécu au village (...) C'est seulement à ce moment-là que j'ai pris la décision de partir en Jordanie (...) Quand je suis arrivé à Amman, j'ai été hébergé par des amis qui louaient déjà un appartement dans le centre-ville avant le début de la révolution (...) Pour le travail, les deux ou trois premiers jours, j'ai suivi mes amis [colporteurs] dans les rues de la capitale pour qu'ils me montrent quelques techniques de vente, puis j'ai commencé à travailler seul en vendant la marchandise qu'ils m'avançaient (...) Je me suis ensuite directement approvisionné auprès de Karam ».
- 13 Les hommes qui découvrent la vente ambulante au cours de l'année 2012 rejoignent leurs cousins, leurs frères et leurs amis du village avec lesquels ils entretiennent le plus d'affinités. Leur installation dans le tissu urbain des villes du nord de la Jordanie est facilitée par les ressources auxquelles ils accèdent par le biais de leurs proches. Au moment où les prix de l'immobilier flambent dans le royaume, ils peuvent également compter sur la solidarité des propriétaires jordaniens, qui n'augmentent que très modérément le prix des logements qu'ils leurs louaient déjà avant le début de la crise<sup>14</sup>. Les hommes seuls se regroupent parfois à plus d'une dizaine dans un appartement de



trois ou quatre pièces ; tandis que ces logements servent de points de chute temporaires aux familles fraîchement arrivées dans le royaume, le temps que celles-ci accèdent à une location individuelle. La flexibilité du système de vente ambulante permet par ailleurs aux hommes d'obtenir aisément des revenus, même modérés, dans une période où l'arrivée de plusieurs centaines de milliers de Syriens fait peser un poids considérable sur le marché de l'emploi local. En raison des difficultés rencontrées par les colporteurs pour s'approvisionner en Syrie, Karam, un grossiste jordanien de Sahab<sup>15</sup> qui, depuis 1992, est l'un des principaux partenaires commerciaux des marchands du village, va désormais occuper une place centrale dans leur système d'approvisionnement. En effet, mise à part une minorité de vendeurs continuant à faire venir des produits de Syrie via de coûteuses filières clandestines, l'écrasante majorité ne traite plus qu'avec lui. De plus, conscients des difficultés financières auxquelles ses clients doivent faire face, Karam n'hésite pas à faire crédit aux colporteurs, qui le remboursent une fois leur marchandise écoulée.

## 2. Les réseaux des réfugiés à l'aune des politiques migratoires

- <sup>14</sup> La crise syrienne invite à repenser la notion de frontière, comme ont pu le proposer R. Bocco et D. Meier [2005]. La mobilité entre la Syrie et la Jordanie a longtemps été entretenue par l'existence d'un différentiel économique entre les deux pays et structurée autour de réseaux familiaux et tribaux liant entre eux ces territoires. Le déclenchement du conflit et son installation dans la durée ont graduellement changé la nature même de cette frontière. D'un espace d'échanges fonctionnant sur l'économie de la frontière, ce sont désormais les considérations humanitaires et sécuritaires qui prédominent.

### Premiers signes de blocages aux postes frontières officiels

- <sup>15</sup> Au cours de l'été 2012, si les personnes en provenance de Deir Mqaren ne rencontrent pas de véritables difficultés pour trouver un logement et un emploi lors de leur arrivée en Jordanie, il devient toutefois plus compliqué pour elles d'entrer légalement dans le pays. En effet, les fonctionnaires syriens du poste frontière de Nassib/Jaber profitent de l'augmentation du nombre de départs pour arrondir leurs salaires. Pour laisser passer les réfugiés en Jordanie, ils exigent de leurs concitoyens qu'ils versent des bakchichs - allant généralement de 100 à 200 JD (dinar jordanien)<sup>16</sup> - avant de leur délivrer les autorisations de sortie du territoire<sup>17</sup>. De l'autre côté de la frontière, les autorités jordaniennes commencent quant à elles à limiter le nombre d'entrées aux points de passages officiels. Les personnes se présentant avec des passeports neufs ou vierges de toute preuve de séjour antérieur en Jordanie se voient régulièrement refuser l'entrée dans le royaume. Dans ces conditions, la seule option est de suivre les routes clandestines, sécurisées par les rebelles de l'Armée Syrienne Libre (ASL) et empruntées depuis 2011 par les activistes recherchés par le gouvernement syrien ou les personnes dépourvues de documents de voyage<sup>18</sup>. Une fois sur le sol jordanien, les réfugiés sont conduits vers le camp de Zaatari, ouvert au mois de juillet 2012 afin d'alléger la pression qui pèse sur les petits camps de transit ouverts depuis 2011 à proximité de la frontière. Jusqu'à la fin de l'hiver 2013, la population de Deir Mqaren réussira à contourner ces obstacles pour entrer légalement dans le royaume. Les relations que les colporteurs ont nouées des deux côtés de la

frontière au cours des années précédentes, à la fois avec des ressortissants syriens et des jordaniens, jouent ici un rôle déterminant.

- 16 Dès l'automne 2012, plusieurs hommes en provenance du village, célibataires ou voyageant sans leur famille, se sont vus refuser l'entrée sur le territoire du royaume. Avec la multiplication des refoulements, les relations établies entre certains marchands et des fonctionnaires jordaniens vont sensiblement faciliter leur entrée dans le pays, ainsi que celle de leurs proches. Au cours de l'année 2012, le stand de café tenu par Zakaria et son père, au sommet du Mont Qassioun<sup>19</sup>, ne leur permettait plus de générer suffisamment de revenus. Qui plus est, Zakaria faisait l'objet de pressions constantes pour rejoindre les rangs de la résistance armée et s'engager dans un conflit auquel il ne souhaitait pas prendre part. Après un rapide séjour à Beyrouth d'août à octobre 2012, marqué par des « problèmes avec les miliciens du Hezbollah » résidant dans son quartier, il choisit finalement de rentrer auprès de sa famille en Syrie. Mais face à l'absence d'opportunités professionnelles et la dégradation constante des conditions de sécurité dans le pays, ses parents insistèrent pour qu'ils se rendent en Jordanie afin de travailler comme vendeur ambulancier. Après trois tentatives ratées pour entrer via le poste frontière de Nassib/Jaber, Zakaria et cinq autres hommes du village décident finalement de faire appel aux services de son cousin Faysal. Depuis 1998, ce dernier exporte des produits alimentaires vers la Jordanie. Comme nous l'explique Zakaria, lors de ses différents voyages, son cousin a fait la connaissance de chefs de tribus ayant des contacts avec des fonctionnaires jordaniens, notamment un garde-frontière qui a facilité le passage de plusieurs habitants du village au moment du renforcement des conditions d'entrée légale en Jordanie.

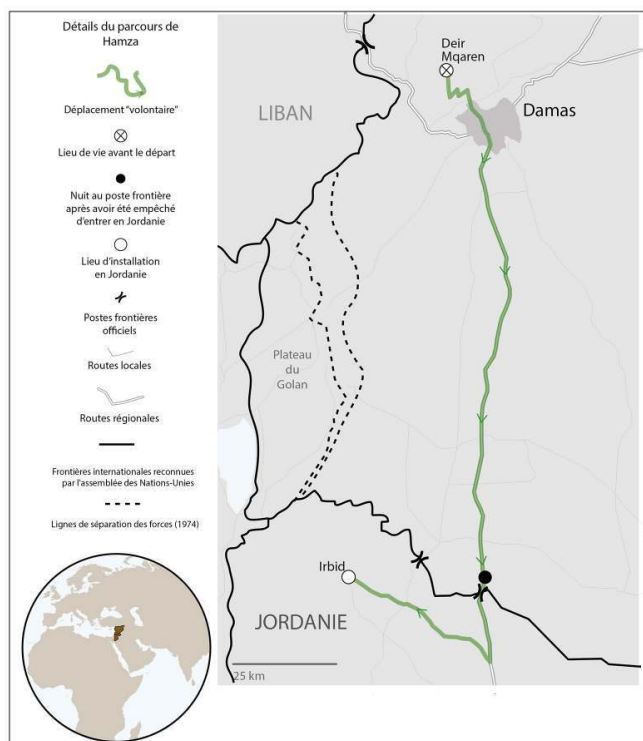
« Faysal connaissait un garde-frontière jordanien qui pouvait s'arranger pour nous laisser passer. Au mois de février 2013, lors de ma quatrième tentative, je lui ai finalement demandé de m'aider. La combine était simple. Lorsque quelqu'un voulait entrer en Jordanie, il suffisait de contacter mon cousin pour qu'il appelle son contact afin de lui fournir à l'avance le nom des personnes qui s'apprêtaient à se rendre au poste frontière. Le tarif était de 100JD<sup>20</sup> par personne qu'il arrivait à faire entrer (...) Je suis parti avec cinq autres gars du village, mais quand nous sommes arrivés à la frontière, seuls moi et deux de mes amis avons réussi à passer ».

- 17 Hamza, qui contrairement à Zakaria avait déjà l'habitude de se rendre en Jordanie pour travailler, faisait partie des personnes refoulées ce jour-là. Devant l'impossibilité de franchir la frontière, il a décidé de faire jouer ses propres relations.

« Comme les Jordaniens ont refusé de me laisser entrer, j'ai décidé d'appeler un de mes clients jordaniens qui travaille pour les services de renseignements. Lorsque je lui ai fait part de ma situation, il m'a promis d'arranger les choses. J'ai passé une nuit dans un hôtel (...) du côté syrien de la frontière et le lendemain matin, mon client m'a rappelé pour me signaler qu'un douanier m'attendait pour tamponner mon passeport. J'ai pu passer la douane sans problèmes et deux heures plus tard, j'étais dans l'appartement dans lequel j'avais l'habitude de me rendre avec mes proches quand nous venions à Irbid avant la révolution ».

- 18 Le garde-frontière jordanien, qui était en contact avec Faysal et avait permis à Zakaria ainsi qu'à d'autres habitants du village d'entrer en Jordanie s'est fait arrêter quelques semaines plus tard. Les personnes qui ont quitté le village au cours des mois suivants ont donc été contraintes d'entrer de manière irrégulière et de transiter par le camp de Zaatari avant de rejoindre leurs proches déjà installés dans le pays.

Figure 3 : Parcours de Hamza de Deir Mqaren à Irbid - Premiers signes de blocages aux frontières officielles de la Jordanie (février 2013)



Conception et réalisation D. Lagarde, avril 2017.

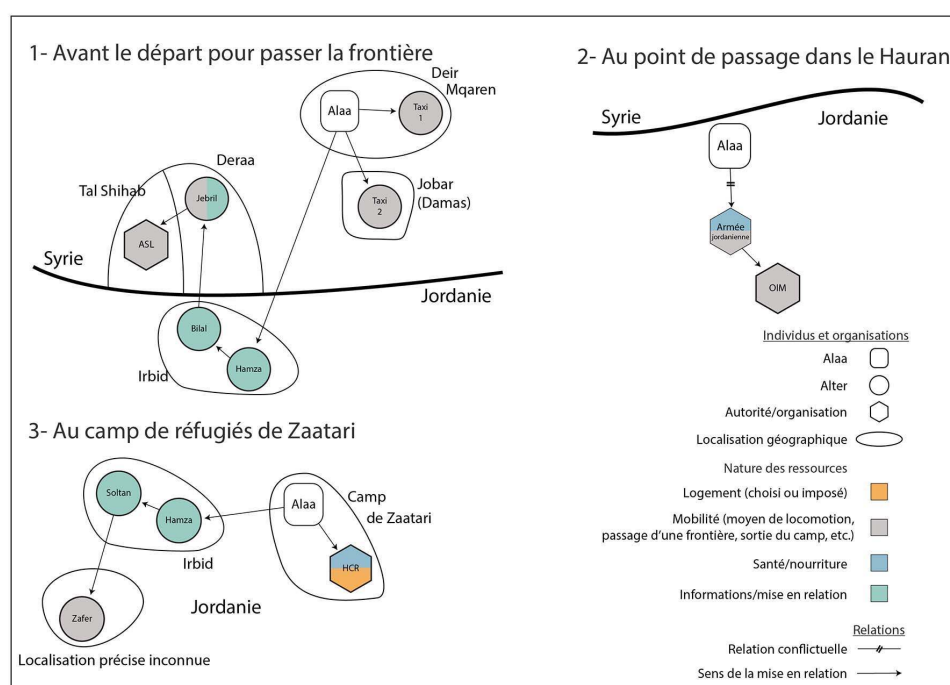
Source : Entretiens avec Hamza à Irbid (novembre 2014).

## Réseaux transfrontaliers, passage de la frontière et installation en Jordanie

- 19 Depuis le début de l'année 2013, la violence des combats en Syrie provoque chaque mois l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers de réfugiés en Jordanie. Entre janvier et juillet 2013, près de 380 000 personnes ont été enregistrées par le HCR<sup>21</sup>. Le pic des arrivées a été atteint entre les mois de février et avril. Durant cette période, l'agence onusienne comptabilisait jusqu'à 7 000 entrées quotidiennes dans le royaume<sup>22</sup>. Face à un tel afflux de population, les autorités jordaniennes décident dès le mois de mai 2013 de revoir leur politique d'ouverture des frontières. Les effets de cette décision ne tardent pas à se faire ressentir. En l'espace de quelques jours, les militaires jordaniens bloquent les points de passages informels situés le long de la frontière dans le Hauran<sup>23</sup>, mettant par là même un terme au bon fonctionnement des routes clandestines empruntées par les réfugiés, sous le contrôle de l'ASL. Selon l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) - chargée d'acheminer les réfugiés entre la frontière et l'intérieur du territoire jordanien - seuls 34 passages auraient été enregistrés entre le 19 et le 23 mai 2013 [HRW, 2013]. Si les chiffres remontent légèrement par la suite, pour atteindre tout au plus quelques centaines de passages quotidiens, ils restent néanmoins beaucoup plus faibles que ceux enregistrés au cours des mois précédents<sup>24</sup>, provoquant une accumulation de candidats à l'exil dans les lieux de regroupement du Hauran.

20 Si certains vendeurs installés en Jordanie sont venus accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, beaucoup ont fait le choix de partir seuls. Auquel cas, ils continuaient de subvenir aux besoins de leurs familles à distance en leur renvoyant une partie des bénéfices tirés de leur activité, via l'agence de transferts de fonds *Al Haram*<sup>25</sup>. Cependant, la fermeture progressive de la frontière, conjuguée à une nouvelle recrudescence des combats dans la vallée du Barada, incite un nombre croissant de couples éloignés géographiquement à se réunir en Jordanie au cours du mois de juin 2013, craignant de ne plus être en mesure de pouvoir le faire par la suite. Les habitants du village en partance vers le royaume hachémite ont donc été contraints d'emprunter des filières irrégulières pour rejoindre leurs proches. Afin d'éviter d'être bloqués à la frontière, ils se sont appuyés sur les relations des colporteurs du village susceptibles de faciliter leur voyage dans le sud de la Syrie et leur sortie du camp de Zaatari (figure. 4). Les hommes déjà présents dans le royaume se sont ainsi chargés d'organiser à distance les voyages de leurs proches ; comme l'a fait Hamza - dont nous avons précédemment évoqué les détails de l'entrée dans le royaume via le poste de Nassib/Jaber - lorsque sa femme Alaa l'a rejoint à la fin du mois de juin 2013.

Figure 4 : Dynamiques des chaînes relationnelles - Réseaux de l'accès aux ressources d'Alaa (juin 2013)



Conception et réalisation : D. Lagarde, avril 2017.

Source : Entretiens à Irbid avec Hamza (novembre 2014 & 2015) et avec Alaa (novembre 2015).

« Au moment où je souhaitais faire venir Alaa et les enfants, Bilal, un de mes clients jordaniens, m'a dit qu'il connaissait une personne de Deraa [Jebri] qui était en contact avec [des activistes de] l'armée libre qui pouvait les faire entrer en Jordanie [en dépit des blocages aux frontières] en échange de 15 000 livres<sup>26</sup> (...) [Soltan], un de mes amis syriens d'Irbid qui fait partie d'une grande famille transfrontalière du Hauran, impliquée dans pas mal de petits trafics à la frontière et autour du camp de Zaatari, m'a ensuite donné le numéro [de Zafer] un de ses cousins qui pouvait les faire sortir du camp pour 150 dollars ».

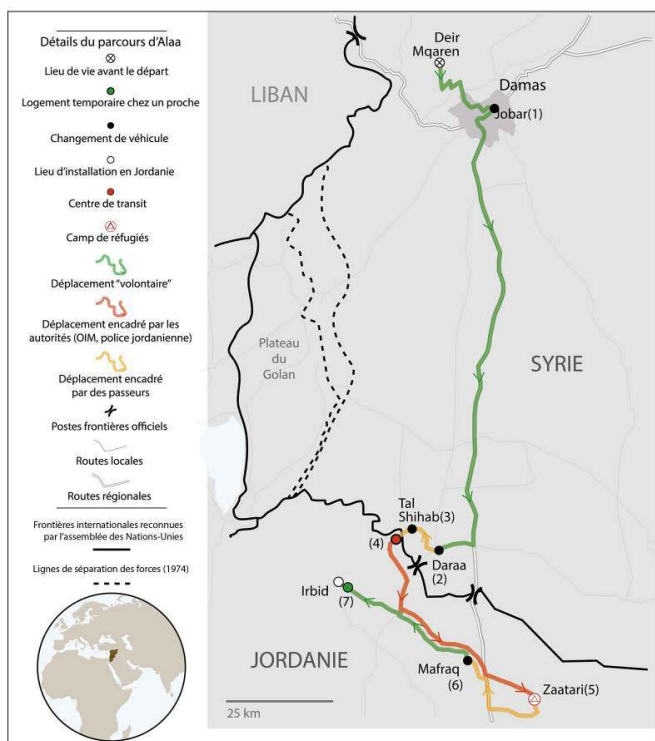
- 21 Alaa a quitté Deir Mqaren avec Sonia, l'une de ses amies du village. Elles étaient chacune accompagnées de leurs deux enfants, ainsi que ceux de la belle-mère de Sonia, partie quelques semaines auparavant en passant par Beyrouth, avant de rejoindre Amman par voie aérienne, en raison de son état de santé qui ne lui permettait pas d'entreprendre un pénible voyage terrestre à travers le sud de la Syrie. Les deux femmes et les six enfants sont partis de Deir Mqaren à bord d'un premier taxi, jusqu'à la gare routière de Jobar<sup>27</sup>, lieu à partir duquel un second chauffeur les a conduit jusqu'à l'appartement de Jebbil, situé dans un quartier du centre-ville de Deraa tenu par l'ASL.

« Nous sommes restés deux heures chez lui, le temps que les combats en cours le long de la route menant au point de ralliement des réfugiés se calment. Nous avons tout de même dû traverser une ligne de front avant d'arriver dans une école située à la sortie de Tal Shihab, où l'armée libre rassemblait les réfugiés. Certaines personnes étaient bloquées là depuis plusieurs jours, alors que les bombes pleuvaient tout autour de l'école. Mais comme Hamza avait payé 15 000 livres pour nous faire passer et que nous avons aussi rajouté un bakchich supplémentaire, nous avons pu rapidement continuer notre route jusqu'à la frontière, où nous sommes arrivés vers 16h ».

- 22 Lorsqu'Alaa et le reste du groupe sont arrivés sur le sol jordanien, les militaires qui les ont réceptionnés ont d'abord voulu les refouler, arguant que le royaume ne pouvait plus faire face à un tel afflux. Après avoir longuement fouillé leurs sacs et vérifié leurs papiers d'identité, les soldats jordaniens ont finalement accepté de les laisser entrer.

« À 22h, on nous a amenés dans un centre de la sécurité jordanienne où on nous a confisqué nos passeports et nos livrets de famille. Finalement, vers 1h du matin, un bus est venu nous chercher pour nous amener jusqu'au camp. Quand nous sommes arrivés à Zaatari, le HCR nous a donné à manger, à boire, puis nous a envoyés passer la nuit sous une grande tente où dormaient déjà d'autres réfugiés. Vers 7 heures du matin, j'ai reçu un appel d'un inconnu sur mon portable. Quand j'ai décroché, un Jordanien [Zafer] était au bout du fil et m'a dit qu'Hamza l'avait envoyé pour venir nous chercher (...) Nous l'avons retrouvé à quelques dizaines de mètres de la tente, puis il nous a fait sortir du camp à bord d'un pick-up. Nous avons ensuite continué à rouler une trentaine de minutes dans le désert avant de rejoindre l'autoroute [reliant Damas à Amman]. Finalement, il nous a déposés devant la mairie de Mafraq où Hamza nous attendait avec Yasser, un ami palestinien<sup>28</sup> de Deir Mqaren qui était installé depuis plusieurs mois à Irbid avec sa femme et ses enfants. Comme c'était compliqué de rester dans l'appartement où Hamza vivait avec d'autres gars du village, nous avons passé une semaine chez Yasser et son épouse, le temps de trouver un appartement à louer ».

Figure 5 : Parcours d'Alaa de Deir Mqaren à Irbid – la fermeture des frontières officielles entraîne l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles routes de l'exode (juin 2013)



Conception et réalisation : D. Lagarde, avril 2017.

Source : Entretiens avec Alaa à Irbid (novembre 2015).

- 23 La mise en réseaux de personnes - par l'intermédiaire de Faysal et Hamza qui disposent d'une place centrale dans les structures relationnelles que nous avons observées - a rendu possible le mise en réseau de localités distantes, composant l'ossature des itinéraires migratoires d'une partie des réfugiés de Deir Mqaren entre la Syrie et la Jordanie. D'autres Syriens, extérieurs à cette communauté villageoise, ont également bénéficié des ressources contenues dans ces réseaux relationnels. Hamza affirme en effet avoir permis à plusieurs personnes qu'il a rencontrées à Irbid de faire venir leurs proches en Jordanie, en empruntant les filières que nous venons de décrire. Ces dynamiques relationnelles, animées par des mécanismes de solidarité entre réfugiés, questionnent la figure du passeur telle qu'elle est généralement véhiculée dans les médias ou les discours des instances internationales [Pian, 2010]. Ce type d'exemple montre bien que ces acteurs ne constituent qu'un simple maillon d'une chaîne d'individus dont le nombre s'allonge à mesure que se ferment les frontières et les routes migratoires [Pian, 2012]. Il nous « laisse entrevoir un mode d'appréhension de ces rapports et fait voler en éclats la sempiternelle dichotomie passeur-bourreau / clandestin-victime [Qacha, 2010]. Mais face aux difficultés croissantes rencontrées par les réfugiés pour quitter leur pays à partir de l'été 2013, un commerce du passage, placé sous la houlette d'individus souvent mal intentionnés, va rapidement se mettre en place dans le sud de la Syrie. Concomitamment, les instances (inter)gouvernementales vont jouer un rôle de plus en plus déterminant dans la gestion de l'accueil des réfugiés en Jordanie. Les réseaux relationnels mobilisés jusqu'à présent des deux côtés de la frontière vont se trouver profondément affectés par cette nouvelle phase de l'exode syrien en Jordanie.

## Le durcissement des politiques migratoires, une contrainte pour les réseaux des réfugiés

- 24 Au cours de l'été 2013, afin de tarir le maigre flux composé de quelques centaines de réfugiés continuant d'entrer de manière irrégulière dans le pays, les autorités jordaniennes bloquent définitivement les points de passages informels du Hauran. Dès lors, les Syriens désirant se rendre en Jordanie vont être contraints d'emprunter des routes beaucoup plus longues et plus dangereuses pour rallier les postes frontières informels de Rukban et Hadalat, ultimes portes encore entrouvertes aux réfugiés, situées plus à l'est, en direction de l'Irak. Cet itinéraire oblige désormais les candidats à l'exil arrivant des provinces de Damas et du sud de la Syrie à rejoindre celle de Soueïda, en partie contrôlée par le régime, avant de continuer leur périple à travers le désert de Syrie. Cette nouvelle configuration amène l'ASL à stopper la coordination des passages du côté syrien de la frontière. Les réfugiés sont alors contraints de se tourner vers des passeurs familiers du désert, qui eux soutiennent le passage des réfugiés moyennant une importante rémunération.
- 25 Les itinéraires se complexifient aussi du côté jordanien, surtout à partir du mois de juin 2014, au moment où l'État islamique (EI) s'empare de la ville de Mossoul en Irak. Les autorités du pays adoptent alors une approche profondément sécuritaire de la question de l'accueil des Syriens [Ababsa, 2015]. Sous prétexte de voir des éléments terroristes s'infiltrer dans les flux de réfugiés, les autorités jordaniennes procèdent à une première fermeture des points de passages de Rukban et Hadalat au mois de juillet 2014. Depuis lors, les entrées s'effectuent au compte-goutte, seules quelques dizaines de réfugiés sont admis quotidiennement dans le royaume. Une fois en Jordanie, les nouveaux arrivants sont dirigés vers l'un des quatre centres de transit gérés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans la province de Ruweished. Ils y séjournent généralement entre deux et dix jours, le temps que les services de sécurité les interrogent à plusieurs reprises pour s'assurer qu'ils ne présentent aucune menace pour la sécurité du royaume. Ce tournant sécuritaire entraîne également une multiplication des refoulements vers la Syrie depuis le centre de Rabaa al Sahran, ouvert en septembre 2014. C'est ici que le HCR enregistre<sup>29</sup> désormais les Syriens arrivés par la frontière nord-est du pays. De là, les réfugiés sont ensuite envoyés vers le camp d'Azraq, ouvert en avril 2014 ; un site qu'ils ne peuvent légalement quitter pour s'installer en Jordanie qu'après l'obtention d'autorisations délivrées de manière discrétionnaire et très exceptionnelle.
- 26 Le durcissement de la position jordanienne sur la question de l'accueil des réfugiés s'est donc traduit par une multiplication des lieux de transit, des individus et des organisations structurant les itinéraires des Syriens de chaque côté de la frontière. Afin de rallier ces différentes localités et de s'installer avec leurs proches en dehors des camps, les habitants de Deir Mqaren sont contraints de s'appuyer sur des chaînes relationnelles toujours plus longues, comme le montre l'exemple de Yasmin, la femme de Faysal qui est également la sœur d'Hamza, deux protagonistes déjà évoqués à plusieurs reprises dans ce texte.
- « Je suis partie de Deir Mqaren le 2 octobre 2014 avec mes quatre enfants et des amis du village (...) Un chauffeur de microbus nous a directement amené de Deir Mqaren jusqu'à Kiheel [un village de la province de Deraa]. Quand nous sommes arrivés là-bas, des passeurs se sont jetés sur nous pour nous amener jusqu'à la frontière, mais nous avions déjà prévu de nous rendre chez Fatima<sup>30</sup> (...) Cela faisait déjà plusieurs mois qu'elle était partie vivre en Jordanie avec son mari, mais son fils

[Ziyad] vivait toujours à Kiheel (...) Nous sommes donc restés chez eux pendant dix jours, avant que Ziyad nous amène jusqu'à la route d'al Jizah, près de Soueïda, où Abu Ahmad est venu nous récupérer pour nous amener chez lui. Nous avons attendu cinq jours avant de partir. Le matin du départ, Abu Ahmad nous a fait payer 100 000 livres<sup>31</sup> en avance et nous lui avons également donné deux téléphones mobiles (...) Il nous a ensuite amené dans le désert, avant de nous laisser avec un autre passeur, avec qui nous avons roulé pendant une quinzaine de minutes supplémentaires. Nous étions censés retrouver Abu Ahmad plus loin, mais nous ne l'avons jamais revu. Seules deux personnes nous attendaient à l'endroit où le deuxième passeur nous a laissé (...) De là, nous avons continué le chemin à pied. La météo était terrible, il pleuvait et le sol devenait tellement boueux par endroit qu'il était quasiment impossible de marcher, surtout pour les enfants. Nous nous sommes même perdus à cause du mauvais temps, avant de repartir dans la bonne direction jusqu'à la frontière, que nous avons finalement atteint après deux jours et demi de marche, durant lesquels les deux passeurs qui nous accompagnaient nous ont pris tout ce que nous possédions ! ».

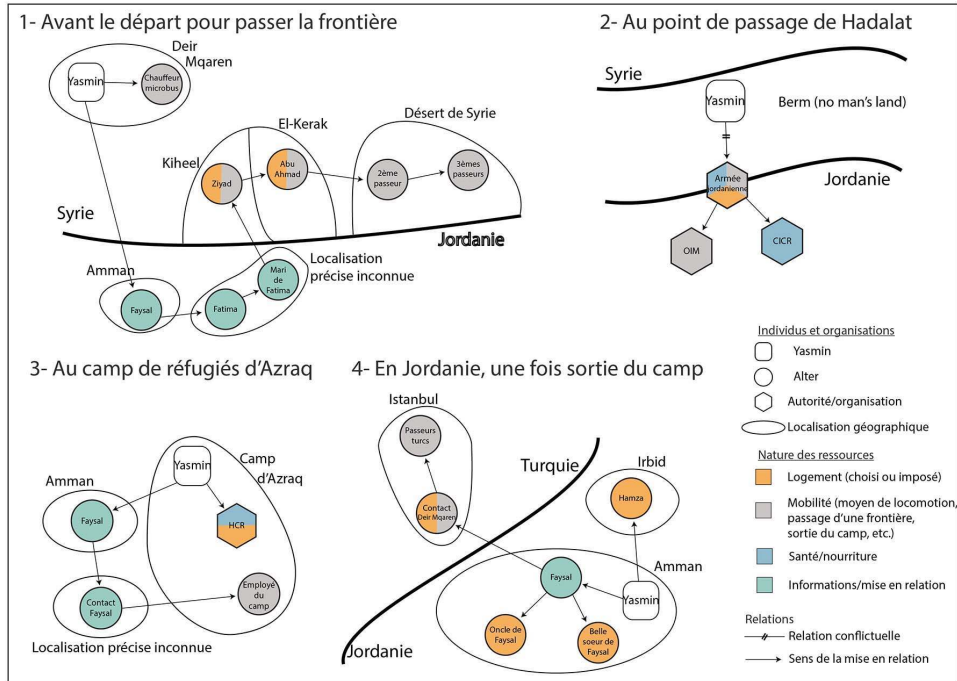
- 27 Lorsqu'ils sont arrivés à la frontière, les fonctionnaires jordaniens présents au point de passage de Hadalat ont refusé de les laisser entrer. Des centaines de réfugiés attendaient dans des conditions déplorables de passer en Jordanie, sans qu'aucune organisation humanitaire n'ait accès à cette zone. Pendant 58 jours, Yasmin, ses quatre enfants et les neuf autres personnes du village avec lesquelles ils voyageaient ont été contraints de patienter sous des abris de fortune qu'ils se sont fabriqués en se servant de couvertures distribuées par les militaires jordaniens. Yasmin et ses proches ont finalement été autorisés à entrer au début du mois de décembre 2014, dans des conditions particulières et en suivant une procédure inhabituelle<sup>32</sup>.

« Après nous avoir fait attendre durant des semaines entières dans le désert, les militaires jordaniens ont subitement décidé de nous faire entrer tous en même temps. Nous étions plusieurs centaines, peut-être 600. Ensuite, les militaires nous ont amenés en bus jusqu'à un centre de transit situé à une trentaine de minutes. Nous sommes repartis quasiment aussitôt jusqu'au centre de Rabaa al Sahran, où la sécurité jordanienne et le HCR ont posé des questions et pris des photographies de nos yeux<sup>33</sup> (...) Deux heures plus tard, nous sommes remontés dans un bus qui nous a amenés jusqu'au camp d'Azraq. Ça a été pour nous un immense soulagement de ne plus être coincés dans le désert, même si les conditions de vie à Azraq ne sont finalement pas beaucoup mieux ».

- 28 Dès que Faysal a été prévenu de leur arrivée à Azraq, il a activé ses relations afin de permettre à ses proches de quitter le camp au plus vite (figure.6). En l'espace de trois jours, il a réussi à obtenir une autorisation de sortie temporaire pour Yasmin et leurs quatre enfants en payant un bakchich à un employé du camp d'Azraq, en passant par l'intermédiaire d'une de ses connaissances jordaniennes. Une fois sortis du camp, Yasmin et ses enfants n'y sont jamais retournés, s'exposant de fait à une mesure de renvoi vers Azraq en cas d'arrestation, voir à une expulsion vers la Syrie, comme cela est déjà arrivé à certains réfugiés.



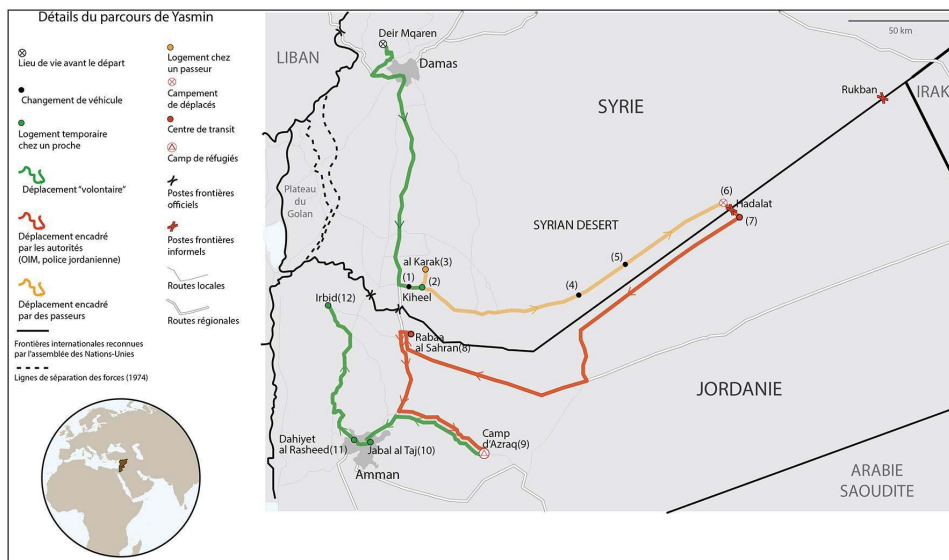
Figure 6 : Dynamiques des chaînes relationnelles - Réseaux de l'accès aux ressources de Yasmin (du 2 octobre 2014 au 27 avril 2015)



Conception et réalisation : D. Lagarde, avril 2017

Source : Entretiens par visiophonie avec Yasmin (novembre 2015) & avec Faysal à Dortmund (juillet 2016)

Figure 7 : Parcours de Yasmin du 2 octobre 2014 au 27 avril 2015 de Deir Mqaren à Irbid - Le renforcement des politiques migratoires jordaniennes limite l'accès aux ressources via les réseaux personnels des réfugiés, tout en renforçant le rôle des passeurs et des autorités dans la structuration de leurs itinéraires



Conception et réalisation : D. Lagarde, avril 2017.

Source : Entretiens par visiophonie avec Yasmin (novembre 2015).

- 29 En 2014, 8 500 réfugiés syriens ont été dirigés contre leur gré vers les camps de Zaatari ou d'Azraq [NRC, 2015a], faute de titres de séjour en règles ou parce qu'ils exerçaient une activité informelle en Jordanie. De nombreux exilés de Deir Mqaren se sont retrouvés confrontés à cette menace. Plusieurs colporteurs ont en effet été arrêtés par les autorités jordaniennes depuis la fin de l'année 2013 sur leur lieu de travail. S'ils ont tous réussi à être libérés sous caution, Karam, leur grossiste jordanien s'étant porté garant pour nombre d'entre eux, ce renforcement des contrôles envers les travailleurs syriens a néanmoins grandement mis à mal leur activité. Les personnes ayant quitté les camps de manière irrégulière ou ne respectant pas les conditions des permis de sortie temporaire octroyés par l'administration jordanienne ont elles aussi été placées sous la menace d'une expulsion en Syrie ou d'un renvoi vers Zaatari ou Azraq. Dans ce contexte, les réfugiés de Deir Mqaren ont progressivement recherché des portes de sortie leur permettant de rallier des destinations plus clémentes où ils pourraient accéder à un statut juridique plus pérenne et des conditions de vie plus stables.
- 30 Après quelques semaines passées chez des membres de leur famille à Amman, Yasmin, Faysal et leurs quatre enfants se sont finalement rendus chez Hamza et Alaa à Irbid. En avril 2015, le couple a pris la décision de se séparer à nouveau afin que Yasmin poursuive sa route jusqu'en Allemagne avec leurs deux plus jeunes enfants. Au mois de septembre, Faysal les a rejoints en Bavière accompagné de leurs deux aînés. En octobre, Mahmoud, sa femme et leur fille, née en exil en Jordanie, ont suivi la même route en ayant recours aux passeurs qui, quelques mois auparavant, avaient aidé Yasmin, Faysal et d'autres habitants du village à atteindre la Grèce depuis les côtes turques. Une fois en Allemagne, les personnes originaires de Deir Mqaren se sont finalement retrouvées dispersées sur l'ensemble du territoire, en raison du système local de répartition des réfugiés<sup>34</sup>. De leur côté, Hamza et Alaa ont bénéficié d'une procédure de réinstallation qui leur a permis de rejoindre le Canada en toute légalité. En novembre 2016, Zakaria résidait pour sa part toujours à Amman, où il alternait entre ses activités de vente ambulante et un emploi de vendeur dans un magasin de vêtements du centre-ville.

## Conclusion

- 31 Au moment où le conflit syrien entre dans sa sixième année, les pays limitrophes ont drastiquement limité le nombre d'entrées de réfugiés dans leur territoire. Parmi eux, la Jordanie est l'État ayant été le plus loin dans cette démarche. Désormais, seule une poignée de réfugiés en provenance de Syrie est autorisée à entrer dans le pays. À partir de 2014, la direction et l'ampleur des flux se sont d'ailleurs radicalement inversées puisque les Syriens de Jordanie ont quitté en nombre le royaume pour rallier des destinations plus conformes à leurs attentes.
- 32 Néanmoins, jusqu'en 2013, année coïncidant avec l'introduction de mesures visant à limiter le nombre d'entrées de réfugiés dans le pays, plusieurs centaines de milliers de Syriens ont pu trouver librement refuge en Jordanie. Comme plusieurs auteurs l'ont souligné, la polarisation des premiers flux de réfugiés a été influencée par l'existence préalable de réseaux transfrontaliers antérieurs au conflit. En s'intéressant aux parcours migratoires des habitants du village de Deir Mqaren, l'objectif de cette étude de cas n'était pas de donner une image d'ensemble de la situation des réfugiés syriens en Jordanie, mais bien d'apporter un éclairage nouveau sur les conditions d'installation de

cette population au sein du royaume hachémite. Cela a permis de montrer que, si les réfugiés pouvaient s'appuyer sur des réseaux établis de longue date entre les deux pays, le renforcement drastique des conditions d'entrée et de séjour, à partir de l'été 2013, avait entraîné une profonde recomposition de ces structures réticulaires.

- 33 Une des conséquences des politiques migratoires coercitives introduites par les autorités jordaniennes est l'émergence de réseaux de circonstances, qui se structurent autour de nouveaux acteurs - tant en Syrie qu'en Jordanie - qui ont permis à certains réfugiés de braver les obstacles que se dressaient sur leur route. Ces réseaux, à la différence de ceux sur lesquels s'appuyaient les réfugiés de Deir Mqaren au début du conflit, qui tiraient leur efficacité de leur ancienneté et de leur structuration sur le long terme, sont le plus souvent éphémères. Ils sont contraints de s'adapter aux évolutions du conflit en Syrie et aux changements politiques en Jordanie. Cette volatilité des réseaux de passage accroît la vulnérabilité des réfugiés, ce qui augmente de façon significative la durée de leur trajet entre la Syrie et la Jordanie et contraint ces derniers à recourir à des passeurs et des intermédiaires plus nombreux. Avec la fermeture de plus en plus hermétique de la frontière, liée en partie au développement de l'insécurité côté syrien, le camp de Rukban, situé dans le *no man's land* entre les deux pays, ne cesse de croître et compte aujourd'hui plusieurs dizaines de milliers de réfugiés. D'un espace de transit informel et auto-construit par les réfugiés, ce dernier s'est transformé en un camp *de facto*, rendant impossible l'entrée en Jordanie pour les Syriennes et les Syriens en quête d'un refuge.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- ABABSA M., 2015, De la crise humanitaire à la crise sécuritaire. Les dispositifs de contrôle des réfugiés syriens en Jordanie (2011-2015), *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 31, n° 3 et 4, pp. 73-101.
- AL-ALI N., BLACK R., et KOSER K., 2001, Refugees and transnationalism: The experience of Bosnians and Eritreans in Europe, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 27, n° 4, pp. 615-634.
- BALANCHE F., 2006, Damas : chronique d'une pénurie annoncée, *Confluences en Méditerranée*, n° 58, pp. 91-101, <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2006-3-page-91.htm>
- BEL-AIR (de) Françoise, 2015, Jordanie, in Simon Gildas (dir.), *Dictionnaire des migrations internationales*, Paris, Armand Colin, pp. 260-265.
- BENEZZER G., ZETTER R., 2015, Searching for Directions: Conceptual and Methodological Challenges in Researching Refugee Journeys, *Journal of Refugee Studies*, vol. 28, n° 3, pp. 297-318.
- BIANQUIS A. M., 1977, Le problème de l'eau à Damas et dans sa Ghouta, *Revue de géographie de Lyon*, vol. 52, n° 1, pp. 35-53.
- BOCCO Riccardo et Meier Daniel, 2005, « Penser la notion de frontière au Moyen-Orient », *A contrario*, vol. 3, n° 2 : 3-10.
- BOYD M., 1989, Family and Personal Networks in International Migration: Recent Developments and New Agendas, *International Migration Review*, vol. 23, n° 3, pp. 638-670.

- CHATELARD G., 2005, Iraqi Asylum Migrants in Jordan: Conditions, Religious Networks and the Smuggling Process, in *Poverty, International Migration and Asylum*, Palgrave Mcmillan, pp. 341-370.
- CHATTY D., 2010, *Displacement and dispossession in the modern Middle East*, Cambridge, Cambridge University Press, 350 p.
- CLOCHARD O., 2010, Le contrôle des flux migratoires aux frontières de l'Union européenne s'oriente vers une disposition de plus en plus réticulaire, *Carnets de géographes*, n° 1, pp. 18.
- COLEF, 2013, *Encuestas sobre Migración en las Fronteras Norte y Sur de México. Serie anualizada 2004-2011*, Mexico, SEGOB
- COLLYER M., 2005, When Do Social Networks Fail to Explain Migration? Accounting for the Movement of Algerian Asylum-Seekers to the UK, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 31, n° 4, pp. 699-718.
- COLLYER M. et KING R., 2015, Producing transnational space: International migration and the extra-territorial reach of state power, *Progress in Human Geography*, vol. 39, n° 2, pp. 185-204.
- FAWCETT J. T., 1989, Networks, Linkages, and Migration Systems, *International Migration Review*, vol. 23, n° 3, pp. 671-680.
- GEHRIG T. et MONSUTTI A., 2003, Territoires, flux et représentations de l'exil afghan : le cas des Hazaras et des Kaboulis, *A contrario*, vol. 1, n° 1, pp. 61-78.
- HILY M.-A., 2009, L'usage de la notion de « circulation migratoire », in Geneviève Cortès et Laurent Faret (dir.), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Armand Colin, pp. 23-28.
- Human Rights Watch, 2013, *Iraq/Jordan/Turkey : Syrians Blocked from Fleeing War*, Hatay, HRW.
- JABER H., 2017, Réfugiés syriens en Jordanie : choc démographique, résiliences et vulnérabilités, *Confluences Méditerranée*, n° 99, pp. 95-108.
- KAWAKIBI S., 2008, *Migration circulaire des Syriens : État et perspectives*, CARIM Notes 2008/16, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire Européen
- KOSER K., 1997, Social Networks and the Asylum Cycle: The Case of Iranians in the Netherlands, *International Migration Review*, vol. 31, n° 3, pp. 591-611.
- KOSER K., 2007, Refugees, Transnationalism and the State, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 33, n° 2, pp. 233-254.
- KOSLOWSKI Rey, 2000, The mobility money can buy: human smuggling and border control in the European Union, in Peter Andreas et Timothy Snyder (dir.), *The Wall Around the West: State Borders and Immigration Controls in North America and Europe*, Lanham, Rowman & Littlefield.
- KRITZ M.M. et ZLOTNIK H. (dir.), 1992, Global Interactions: Migration Systems, Processes, and Policies, in *International migration systems: a global approach*, Oxford, Clarendon Press, pp. 1-16.
- LONG K., 2013, When refugees stopped being migrants: Movement, labour and humanitarian protection, *Migration Studies*, vol. 1, n° 1, pp. 4-26.
- MA MUNG E., 2009, Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations, in Françoise Dureau et Marie-Antoinette Hily (dir.), *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp. 25-38.
- MA MUNG E., Doraï M. K., Hily M.-A., et Loyer F., 1998, La circulation migratoire, bilan des travaux, *Migrations études*, n° 84, pp. 1-12.

- MASSEY D.S., ARANGO J., HUGO G., KOUAOUICI A., 1993, Theories of international migration: a review and appraisal, *Population and Development Review*, vol. 19, n° 3, pp. 431-466.
- MISSAOUI H.-S., 2008, De part et d'autre de la frontière franco-espagnole, *Ethnologie française*, vol. 38, n° 2, pp. 333-343.
- MUANAMOHA R. C., MAHARAJ B., et PRESTON-WHYTE E., 2010, Social networks and undocumented Mozambican migration to South Africa, *Geoforum*, vol. 41, n° 6, pp. 885-896.
- NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL, 2015a, *In search of a home*, Oslo, Norwegian Refugee Council.
- NORWEGIAN REFUGEE COUNCIL, 2015b, *Remittances to Syria: What Works, Where and How*, Oslo, Norwegian Refugee Council.
- PIAN A., 2010, Variations autour de la figure du passeur, *Plein droit*, n° 84, pp. 21-25.
- PIAN A., 2012, Le « tuteur-logeur » revisité, *Politique africaine*, n° 109, pp. 91-106.
- PITEA R., 2010, *Transit Migration : Challenges in Egypt, Iraq, Jordan and Lebanon*, Rapport de recherche CARIM RR-2010/02, San Domenico di Fiesole (FI), Institut Universitaire Européen.
- PORTES A., 1999, La mondialisation par le bas, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 129, n° 1, pp. 15-25.
- QACHA F., 2010, Réseaux “de confiance” au Maroc central, *Plein droit*, vol. 84, n° 1, pp. 17-20.
- RICHMOND A. H., 1994, *Global apartheid: refugees, racism, and the new world order*, Toronto, New York, Oxford University Press, pp. 343.
- ROUSSEL C., 2015, La frontière syro-jordanienne dans le conflit syrien : enjeux sécuritaires, gestion frontalière, *L'Espace Politique* [En ligne], 27 | 2015-3, mis en ligne le 24 janvier 2016, consulté le 19 septembre 2017. URL: <http://espacepolitique.revues.org/3658>; DOI: 10.4000/espacepolitique.3658
- SHAMI S., 1996, Transnationalism and Refugee Studies: Rethinking Forced Migration and Identity in the Middle East, *Journal of Refugee Studies*, Volume 9, n° 1, pp. 3-26. <https://doi.org/10.1093/jrs/9.1.3>
- SEMIN J., 2010, L'ethnologue dans les réseaux économiques des femmes migrantes : modes de présence simultanée entre la France et l'Afrique, *Revue européenne des migrations internationales*, n° 3, pp. 101-113.
- TASTEVIN Y. P., PLIEZ O., 2015, La discrète filière de l'autorickshaw. Une ethnographie de la mondialisation, *Revue Française de Socio-Économie*, vol. Hors-série, n° 2, pp. 121-137.
- VIGNAL L., 2016, Syrie : la stratégie de la destruction, *La Vie des idées*, [en ligne]. ISSN: 2105-3030. URL: <http://www.laviedesidees.fr/Syrie-la-strategie-de-la-destruction.html>
- ZAIOTTI R., 2006, Dealing with non-Palestinian Refugees in the Middle East: Policies and Practices in an Uncertain Environment, *International Journal of Refugee Law*, vol. 18, n° 2, pp. 333-353.

## NOTES

1. Le dernier recensement jordanien, qui s'est déroulé en 2015, affirme qu'en considérant les personnes non enregistrées auprès du HCR, 1,2 millions de Syriens résideraient en Jordanie. Dans cet article, nous nous appuyerons sur le nombre de réfugiés enregistrés auprès du HCR.

2. “However, it is apparent that most Algerians coming to Britain also have family links to France but that strict migration controls reduce the possibility of mobilising the social capital inherent in these social networks”.
3. Ce terrain d'étude est mené dans le cadre de la thèse de doctorat de David Lagarde.
4. Ce panel d'enquêtés est composé de 18 hommes et 6 femmes.
5. Cette réflexion plus générale est menée dans le cadre du projet ANR LAJEH ([lajeh.hypotheses.org](http://lajeh.hypotheses.org))
6. Ce chiffre est basé sur les estimations établies par les enquêtés. Aujourd'hui, faute d'accès au terrain, il est difficile d'évaluer avec précision l'ampleur numérique de l'exode au départ de ce village. Néanmoins, d'après les enquêtes que nous avons menées en Jordanie et en Allemagne, on peut légitimement estimer qu'un peu plus de la moitié de la population de Deir Mqaren vit désormais en exil à l'étranger.
7. En août 1920, le traité de Sèvres achève le démembrement de l'Empire ottoman et donne lieu à la création du Grand Liban et de la Syrie, tous deux placés sous tutelle française. Le Liban accédera finalement à l'indépendance en 1943 et la Syrie en 1946.
8. Subdivision administrative des provinces de l'empire ottoman
9. Même si aucun enquêté n'a explicitement mentionné cette raison, il est possible que l'augmentation importante du nombre de vendeurs opérant en Jordanie au cours des années 2000 soit directement liée à la flambée de violences commises à l'encontre des Syriens du Liban, après l'assassinat de Rafic Hariri, le 14 février 2005, ainsi qu'aux départs liés aux frappes israéliennes menées dans le sud du Liban, en juillet 2006 [Kawakibi, 2008 : 2]. Il est possible qu'une partie des vendeurs opérant au Liban à cette période ait décidé de réorienter leurs activités vers la Jordanie.
10. Avant le conflit, il existait d'assez grandes disparités entre les revenus des habitants du village commerçant avec la Jordanie. Ces différences étaient principalement liées aux capacités d'investissement des commerçants. Ceux disposant d'un capital de départ important étaient en mesure d'acheter de plus grandes quantités de marchandises, certains allant même jusqu'à fournir plusieurs épiceries tenues par des Jordaniens. Au contraire, les personnes ne disposant d'aucun capital et ayant tardivement pris part à ce commerce étaient souvent reléguées dans des espaces ruraux, où il leur était difficile de réaliser d'importants bénéfices.
11. « La notion de chaîne migratoire suppose qu'il y a des primo-migrants, et des migrants secondaires. Le groupe des primo-migrants (i.e. pionniers) est le plus souvent constitué d'hommes jeunes actifs alors que celui des migrants secondaires comprend des femmes et des enfants. Le rôle des réseaux sociaux [...] et des remises est important dans la constitution [de la chaîne migratoire] » (Ma Mung *et al.*, 1998).
12. Les prénoms et les premières lettres des noms de familles mentionnés dans cet article ont été anonymisés.
13. Un quartier de la banlieue sud de Damas.
14. À titre d'exemple, un colporteur venu s'installer seul à Irbid, en février 2013, a confié qu'avant l'arrivée de sa femme et de ses enfants, il partageait un appartement de deux pièces dans le centre-ville avec cinq autres marchands pour un loyer de 60JD/mois (en dinars jordaniens soit environ 63€ avant le début de l'insurrection syrienne). Des entretiens menés auprès d'autres réfugiés du quartier ont permis de constater que certains propriétaires exigeaient, à la même époque, des loyers supérieurs à 200JD par mois pour une surface équivalente.
15. Une ville industrielle au sud-est de l'agglomération d'Amman.
16. Environ 110 à 220€ à l'automne 2012.
17. Parmi l'ensemble des Syriens que nous avons interrogés (y compris des personnes n'étant pas originaires de Deir Mqaren), ceux qui sont entrés légalement dans le pays entre juillet et octobre 2012 ont tous souligné les difficultés qu'ils ont rencontrées pour entrer par ce poste frontière. Certains d'entre eux ont attendu plus de 48 heures sur place ; tous ont dû payer un bakchich pour leur autorisation de sortie.

18. C. Roussel [2015] s'est intéressé aux enjeux géopolitiques ainsi qu'à l'évolution des routes ouvertes par l'ASL dans la région du Hauran. Nous insisterons pour notre part sur l'évolution des réseaux relationnels activés par les enquêtés sur ces routes de l'exil syrien.
19. S'étirant au nord-ouest de Damas, le mont Qassioun offre une vue imprenable sur la ville. À ce titre, il est l'un des lieux touristiques les plus fréquentés de la capitale. Plusieurs cafés panoramiques y sont implantés et des vendeurs ambulants proposaient des boissons, des sucreries, des narguilés ou encore des souvenirs aux promeneurs de passage.
20. Environ 110€ en février 2013.
21. D'après les chiffres délivrés par le HCR sur son site data UNHCR : UN <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=107>
22. Source émanant du centre de presse des Nations unies : <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=44602#.VWRRnGTmkko>
23. Le Hauran est une région transfrontalière dont le territoire s'étend du sud-ouest de la Syrie au nord-est de la Jordanie.
24. À titre d'exemple, entre le 5 et le 15 juin 2013, une moyenne de 430 passages quotidiens est enregistrée par l'OIM.
25. Pour plus d'informations sur les transferts de fonds entre la Jordanie et la Syrie, y compris sur les particularités de l'agence Al-Haram, consulter le rapport « Remittances to Syria » [NRC, 2015b].
26. 15 000 SYP (livre syrienne) équivalaient environ à 115€ à la fin du mois de juin 2013.
27. Jobar est un quartier situé en périphérie proche du centre-ville de Damas où se situe une gare routière d'où partent des bus et des taxis qui relient la capitale aux principales localités du sud de la Syrie.
28. Plusieurs Palestiniens disposants de la nationalité jordanienne vivaient à Deir Mqaren avant le début du soulèvement en Syrie. Cela leur a permis de se réfugier au sein du royaume hachémite en toute liberté. Cette situation a également bénéficié à leurs enfants, ainsi qu'à plusieurs femmes de nationalité syrienne, mariées à des Palestiniens de nationalité jordanienne qui ont pu passer la frontière légalement en présentant leurs contrats de mariage lors de leur passage aux points de passages officiels.
29. La Jordanie n'étant pas signataire de la Convention de Genève de 1951 [Zaiotti, 2006], lors de l'arrivée des réfugiés dans le royaume, le HCR ne procède pas à leur enregistrement en tant que demandeurs d'asile. Ils peuvent seulement accéder aux services de l'agence onusienne et bénéficier d'une protection temporaire, censée leur éviter d'être expulsés vers la Syrie.
30. Fatima est originaire de Deir Mqaren et mariée avec un homme de Kiheel, que Faysal a contacté afin qu'il permette la mise en relation entre Abu Ahmad, un passeur local, et plusieurs candidats à l'exil.
31. Environ 675€ au début du mois de septembre 2014.
32. D'après les informations que nous a fourni un fonctionnaire d'une ambassade occidentale basé à Amman, lors de la visite du roi Abdallah de Jordanie à Washington, le 9 décembre 2014, les Etats-Unis auraient fait pression sur le royaume pour qu'il laisse entrer les réfugiés bloqués à sa frontière. Avant même le retour du roi, les 1 000 personnes maintenues aux points de passages informels de Rukban et Hadalat (dont Yasmin et ses proches faisaient partie) ont été autorisés à entrer sur le territoire. Parmi elles, environ 700 auraient été renvoyées en Syrie après leur passage par le centre d'enregistrement de Rabaa al Sahran. Dans ces cas-là, les réfugiés sont déposés au niveau du poste frontière de Nassib/Jaber et il est difficile, dès lors, de savoir ce qui les attend. Cette situation est d'autant plus préoccupante pour les victimes que la majorité des réfugiés arrivés par le point de passage de Rukban proviennent de zones contrôlées par l'EI dans le nord et le centre de la Syrie, et ne disposent généralement d'aucun lien avec des Syriens qui pourraient leur porter assistance dans le sud du pays.

33. Les procédures d'enregistrement des réfugiés syriens en Jordanie ont permis l'introduction d'une technologie aux accents « orwelliens » : il s'agit de la photographie de l'iris des bénéficiaires de l'aide du HCR dans le royaume.

34. Après leur passage par plusieurs centres d'accueil temporaire, le premier lieu d'installation durable des réfugiés en Allemagne est déterminé par la « Königsteiner Schlüssel » - littéralement « la clé de Königstein - un système de répartition complexe créé en 1949 pour permettre de calculer équitablement la répartition des réfugiés sur l'ensemble du territoire. Il vise notamment à éviter toute forme de regroupement basée sur des appartenances à une même communauté d'origine, dans le but de favoriser une meilleure insertion des nouveaux arrivants au sein de la société allemande.

---

## RÉSUMÉS

En partant de l'étude longitudinale des mobilités des habitants de Deir Mqaren, un village situé dans la région du Wadi Barada en Syrie, cet article vise à illustrer les conséquences d'un conflit armé sur le fonctionnement d'un réseau marchand et migratoire transfrontalier. À travers cette démarche, l'un des enjeux sera de mettre à jour les continuités qui peuvent exister entre migrations volontaires et migrations forcées dans une région où les mobilités transfrontalières existent depuis des décennies. En plaçant la focale sur les conditions du mouvement des individus, notre intention est d'éclaircir certaines logiques de polarisation des flux entre la Syrie et la Jordanie, tout en montrant de manière tangible l'évolution des mécanismes relationnels qui permettent aux réfugiés de circuler au sein d'un espace transfrontalier soumis à un régime de mobilité coercitif. En privilégiant le point de vue des acteurs, nous entendons ici prendre à contre-pied le paradigme institutionnel, en insistant sur la part de libre arbitre dont disposent les réfugiés, en dépit des contraintes structurelles auxquelles ils ne cessent d'être confrontés.

This article aims to analyze the consequences of an armed conflict on the functioning of a cross-border merchant and migratory network. It is based on a longitudinal study of the mobility of the inhabitants of Deir Mqaren, a village located in the Wadi Barada region of Syria. The approach is to discuss the distinction between voluntary and forced migration in a region where cross-border mobility has existed for decades. By focusing on the conditions of individuals' movements, our aim is to analyze the process of polarization of migratory flows between Syria and Jordan. This shows the evolution of the mechanisms allowing refugees to circulate within a cross-border area despite a coercive mobility regime. This article focuses on the actors' point of view. Here, we intend take a different stance from that of the institutional paradigm, instead highlighting refugees' status as free agents, despite the structural constraints with which they are constantly confronted.

## INDEX

**Mots-clés** : réfugiés, migrations, réseaux, commerce transfrontalier, circulations, frontières, Moyen-Orient, Syrie, Jordanie

**Keywords** : refugees, migrations, networks, transnational trade, circulations, borders, Middle-East, Syria, Jordan



## AUTEURS

### DAVID LAGARDE

Doctorant en géographie

Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST, Université de Toulouse 2 – UMR 5193)

[dlagarde@univ-tlse2.fr](mailto:dlagarde@univ-tlse2.fr)

### KAMEL DORAÏ

Chargé de recherche CNRS

Institut français du Proche-Orient (UMIFRE 6 – MAEE/CNRS-USR 3135)

[k.dorai@ifporient.org](mailto:k.dorai@ifporient.org)